

# Au nom de la sécurité

Par **Alain CAMBIER**

Professeur de chaire supérieure en philosophie,  
chercheur associé UMR 8163 « Savoirs, textes, langage »

**Face à la montée des menaces terroristes, l'exigence de sécurité est devenue aujourd'hui obsessionnelle. Or, la peur est ambivalente : elle peut être le commencement de la sagesse, mais aussi mauvaise conseillère, surtout quand elle tourne à la paranoïa. Nos sociétés contemporaines offrent incontestablement des conditions de sécurité et de sûreté bien supérieures à celles qui caractérisaient les sociétés antérieures. Pourtant, un ethos défensif de plus en plus exigeant s'exprime au cœur même des démocraties. L'obsession de la sécurité fait courir elle-même de graves menaces, surtout lorsqu'elle est instrumentalisée par les pouvoirs politiques.**

L'homme ne s'épanouit que lorsqu'il n'est plus confronté aux menaces pour sa survie. Mais revendiquer la sécurité recèle des ambiguïtés, d'abord sémantiques : elle est censée désigner l'ensemble des moyens mis en œuvre pour faire face aux risques techniques et environnementaux, alors que la notion de sûreté vise plutôt la protection contre les menaces volontaires ayant pour but de nous nuire. Les politiques entretiennent volontiers l'amalgame entre les deux. Mais, plus profondément, ils invoquent un « état de vigilance »<sup>1</sup> équivoque qui connote aussi bien ce qui relève d'une institution politique objective que ce qui renvoie aussi à une disposition subjective de plus en plus suspicieuse, favorisant ainsi le développement d'une « communauté de la peur ».

## La société du risque

Être soumis à une menace, c'est comprendre que nous ne sommes pas à l'origine du monde et c'est prendre conscience de notre finitude. Mais, alors que la menace primordiale est venue de l'hostilité de la nature, c'est aujourd'hui du cœur même de nos organisations sociales que les dangers surgissent. Plus nos sociétés investissent dans un progrès qui se réduit à une « marche en avant » aveugle, plus elles s'exposent à des contre-finalités. Karl Polanyi soulignait déjà combien la prétendue « amélioration » économique pouvait mettre en péril notre « habitation » du monde<sup>2</sup> : il pointait l'hiatus entre l'amélioration insolente des instruments de production et la « dislocation catastrophique de la vie du peuple ». Nos sociétés technologiquement complexes et sophistiquées sont sources de nouvelles formes d'insécurité. Comme le dit Ulrich Beck : « La fiction selon laquelle, en Occident, nous baignerions dans la sécurité, a vécu »<sup>3</sup>. Il y a, à la source du développement technologique, une activité impulsioneuse non conceptualisée qui a été exploitée par les intérêts éco-

nomiques. Les orientations de la recherche s'organisent autour d'une sorte de court-circuit liant immédiatement des savoir-faire techniques hautement efficaces à des intérêts industriels et financiers. Que ce soit Tchernobyl ou même Fukushima, il ne s'agit pas de catastrophes naturelles, mais de la conséquence de la négligence ou de la présomption humaines. À la suite du tremblement de terre de Lisbonne de 1755, Rousseau soulignait que cette catastrophe avait été due avant tout à l'imprudence de l'homme qui avait construit une capitale sur une zone sismique et dans une enclave en bord de mer. Dans l'*Émile*, Rousseau tirait la leçon du désastre : « Homme, ne cherche plus l'auteur du mal : cet auteur, c'est toi-même ». Aujourd'hui encore, le paradoxe est que c'est parce que les hommes prétendent faire le bien, accélérer le progrès de la « civilisation », que les catastrophes industrielles se produisent. Alors que nous sommes exposés à des accidents majeurs aux conséquences irréversibles, l'*Agence internationale de l'énergie atomique* déclare se donner pour mission d'assurer « la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde entier »... Devant de tels risques, Hans Jonas a formulé un impératif de prudence<sup>4</sup> : « Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine » ou « Ne compromets pas les conditions pour la survie indéfinie de l'humanité sur terre ». Le poids de notre responsabilité doit être étendu à la préservation des générations futures. Ce « principe responsabilité » a inspiré l'établissement du « principe de précaution » qui fut formulé pour la première fois au Sommet de la Terre à Rio, en 1992, et qui figure aujourd'hui dans notre propre Constitution. Pourtant, au nom du productivisme industriel, le pouvoir politique actuel a pu contredire ces grands principes et prendre des décisions incompréhensibles, comme sur le réacteur de type EPR ou, plus simplement, sur le déversement des boues rouges chargées de métaux lourds au large de Cassis. La méthode est ici apparue très révélatrice : le Premier ministre a témoigné d'une conception séquentielle extrêmement archaïque du décisionnisme souverain, bafouant toute

<sup>1</sup> Cf. Michaël Foessel, *État de vigilance*, éd. Le Bord de l'eau, 2010.

<sup>2</sup> Karl Polanyi, *La Grande transformation*, chap. 3, éd. Gallimard, 1983.

<sup>3</sup> Cf. Ulrich Beck, *La Société du risque*, éd. Flammarion, 2008.

<sup>4</sup> Hans Jonas, *Le Principe responsabilité*, éd. Flammarion, 2013.

approche incrémentaliste<sup>5</sup> – beaucoup plus légitime sur de tels sujets –, seule capable d’une « action mesurée » au sens de Michel Callon<sup>6</sup>, c’est-à-dire impliquant une véritable « démocratie dialogique ». Les problèmes inhérents à la « société du risque » légitiment la participation de la société civile et des associations, alors que la sûreté est volontiers présentée comme l’affaire exclusive des politiques.

### Les atteintes à la sûreté

La dangerosité de la nature est parfois bien moindre que la dangerosité de l’homme lui-même puisqu’il est capable de mettre en péril le monde que nous ont transmis nos prédécesseurs. Comme le soulignait Sophocle, l’homme est le plus terrible des animaux<sup>7</sup>. Les rapports entre les hommes sont toujours apparus chroniquement polémiques, mais le terrorisme intégriste d’aujourd’hui franchit un degré de plus dans l’abjection. Sous sa forme la plus violente, l’intégrisme religieux s’exprime comme *contemptio mundi*, comme haine du monde d’ici-bas. Le terrorisme religieux auquel nous sommes confrontés se nourrit de nihilisme. La destruction des *Twin Towers* avait déjà illustré cette volonté fanatique d’anéantir tout ce qui peut symboliser l’esprit prométhéen de l’homme : que ma croyance l’emporte, le monde dût-il en périr ! Le danger est incontestable mais, pourtant, faut-il sacrifier nos libertés, nos droits pour nous mettre à l’abri de cette terrible menace ? Il apparaît très regrettable de constater que l’idéologie sécuritaire soit devenue l’essentiel des discours politiques et, en premier lieu, du pouvoir en place. Alors qu’aucune réelle vision politique d’ensemble pour justifier les choix fondamentaux faits durant ce quinquennat n’a été proposée, qu’aucun vrai projet de société n’a été formulé pour ouvrir des horizons, alors que la politique exercée a été marquée par de graves incohérences économiques, il apparaît dérisoire de voir le pouvoir se replier sur une ligne exclusivement sécuritaire. D’autant que celle-ci porte atteinte aux libertés : la prolongation de l’État d’urgence a non seulement donné lieu à des dérives abusives – comme dans l’assignation à résidence –, mais elle tend plus profondément à faire désormais de l’exception la règle. L’arbitraire trouve ici une place de choix : l’idéologie sécuritaire a permis de s’en prendre à des militants politiques qui n’avaient évidemment rien à voir avec le terrorisme. Au nom de la sécurité, le droit de manifestation ou de grève a été sciemment remis en question par le pouvoir en place. Au nom de la sécurité, le droit de contestation de lois votées autoritairement a été limité. Au nom de la sécurité, des militants syndicaux ont été poursuivis en justice, voire licenciés avec l’aval des pouvoirs publics. Or, cette crispation sur la sécurité se montre tragiquement inefficace : après les

attentats précédents particulièrement sanglants, il est paradoxal de constater qu’à Nice, en plein état d’urgence et alors que la municipalité concernée se vantait d’être suréquipée en moyens de surveillance, la prévention d’un acte terroriste si odieux ait été aussi mal assurée. Devant un tel échec, aucun responsable politique ou administratif concerné, à l’échelle nationale comme à l’échelle locale, n’a pourtant eu le souci de proposer sa démission. Tout porte à croire que l’instrumentalisation de l’exigence de sécurité, le repli sur l’invocation sans nuance de l’ordre public et de l’autorité de l’État ne servent qu’à masquer le fait que nous en sommes arrivés au degré zéro de la politique.

### Les dangers d’une exigence hyperbolique de sécurité

L’exigence de sécurité est devenue l’objet d’une surenchère incessante et atteint une dimension paranoïaque chez ceux qui l’expriment, comme chez ceux qui prétendent la satisfaire. Quand elle prend un tour obsessionnel, l’exigence de sécurité justifie une logique annexionniste qui subordonne tous les droits exigibles et tous les biens désirables à son impératif. Il apparaît pourtant illégitime de passer de la sécurité, comme un bien à protéger, à celui de « souverain bien » exclusif de tous les autres. Si la sûreté est un droit de l’homme, elle signifie aussi qu’il s’agit de se prémunir contre les abus de pouvoir, ainsi que l’avait déjà souligné Montesquieu en contestant l’absolutisme Hobbien. L’idéologie sécuritaire s’adresse à la part la plus désocialisée de l’individu : celle qui, tout à la fois, a peur des autres et se défie des institutions. La peur est une passion triste qui esseule : elle conduit à produire des citoyens intolérants et hostiles à la démocratie, tout comme elle incite à faire sécession d’un monde jugé globalement pathogène. Le désir contemporain de sécurité se nourrit sans cesse de sa propre insatisfaction et les moyens mis en œuvre pour le satisfaire constituent à leur tour autant de motifs d’inquiétude, puisqu’ils contribuent à inhiber l’action, l’initiative, la vertu du courage. La confrontation aux risques fait aussi partie de toute existence humaine. Comme le disait Saint-Augustin, « *Plena securitas in haec vita non expectanda* »<sup>8</sup>. Si la finalité du politique s’épuisait dans la garantie des sécurités, alors une politique sécuritaire réussie serait la mort de la politique et l’abandon des droits au profit d’une « quiétude » incompatible avec la démocratie. Comme le remarquait Tocqueville, « Une nation qui ne demande à son gouvernement que le maintien de l’ordre est déjà esclave au fond du cœur [...] et l’homme qui doit l’enchaîner peut apparaître »<sup>9</sup>. Souscrire à une idéologie qui instrumentalise la sécurité en guise de politique ouvre grandes les portes de la « servitude volontaire ». ■

<sup>5</sup> Cf. les travaux de Lindblom sur *The Science of Muddling-Through* (*Public Administration review*, n° 2, vol. XIX).

<sup>6</sup> Cf. Callon, Lascoume, Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, éd. Points-Essais, 2014.

<sup>7</sup> Cf. le premier chœur dans *Antigone* de Sophocle.

<sup>8</sup> « *La parfaite sécurité n’est pas de ce monde* ».

<sup>9</sup> Cf. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, éd. Flammarion, 2010.